

**Solidaires**



**branche Cemagref**

**CA du Cemagref du 11 décembre 2008 :  
les élus du personnel claquent la porte et  
remettent leur démission**

### **Avant le Jour J**

C'est en recevant une convocation du Président du CA en date du 2 décembre, à laquelle était joint l'ordre du jour (document joint), que les membres du CA représentant le personnel ont appris que le CA du Cemagref était reconvoqué le 11 décembre pour avaliser, outre le projet de budget 2009, le Plan Stratégique "Cemagref 2020" et le "contrat d'objectifs 2009-2012". Ils apprenaient ainsi que le DG et le Président du CA avaient décidé de passer outre la demande unanime portée par tous les représentants du personnel au CTPC du 19 novembre et par les nombreux signataires de la pétition<sup>1</sup>, de reporter les échéances pour pouvoir renégocier ce mauvais projet de contrat d'objectifs et prendre le temps nécessaire à la concertation avec les personnels. Et ils apprenaient aussi que le CA était "délocalisé" à Paris et se tiendrait à l'Académie d'Agriculture, 18 rue de Bellechasse.

Lors de l'AG qui s'était tenue le 8 décembre à Antony, les participants (remontés mais pas très nombreux) avaient jugé qu'il n'était pas envisageable d'appeler à bloquer physiquement une nouvelle fois le CA dans un quartier de Paris grouillant de gendarmes. Les directions du CNRS et de l'INSERM avaient déjà montré que le passage en force et la tenue des CA sous protection des forces de l'ordre étaient de saison pour imposer au personnel des EPST le démantèlement de la Recherche Publique. Parmi les modes d'action évoqués<sup>2</sup> a été retenue l'idée d'une démission collective des élus au CA et des représentants du personnel au CTPC, bafoués par l'attitude du DG.

Les représentants du personnel au CA (trois binômes titulaire / suppléant SUD-Recherche-EPST) ont donc préparé une lettre de démission qui serait remise le jour du CA avec une déclaration en expliquant les motivations<sup>3</sup> avant de quitter la salle.

### **Le jour J**

Lorsque l'émissaire des représentants du personnel (M-B. Albert) est arrivée à 14h à l'adresse indiquée sur la convocation, il s'est avéré que seules 3 autres personnes étaient là (deux membres de la DG, N. de Menthière et L.A. Leclerc, et un seul autre membre du CA égaré) et c'est par un coup de fil reçu par N. de Menthière qu'il nous a été annoncé que la réunion du CA se tenait dans un autre lieu (54 rue de Varenne). En arrivant sur place la représentante des personnels a pu constater que les autres administrateurs étaient déjà installés dans la salle en compagnie du Président et du DG. Moralité : parmi les membres du Conseil d'Administration du Cemagref, certains sont plus égaux que d'autres ! Voilà qui ne va pas grandir le prestige de la DG aux yeux des agents...

*Après le jeu de piste pour arriver jusqu'à la salle, les mondanités...*

Le Président Klinger a félicité Pascal Viné de sa toute nouvelle Légion d'Honneur remise par Madame la Ministre Valérie Pécresse deux jours plus tôt, et regretté qu'il ne portât point encore la rosette<sup>4</sup> ! Et il a aussi souligné que lorsque Madame Pécresse la lui avait remise, elle avait bien insisté sur le fait que le contrat d'objectifs Etat / Cemagref devait être signé avant la fin de l'année...

*La déclaration des représentants du personnel et la remise des démissions...*

Ayant demandé à prendre la parole en début de séance, MBA, après avoir noté que tous les membres du CA n'avaient pas eu la même information sur le lieu où devait se tenir la réunion, a lu la déclaration ci-jointe.

Elle a ensuite remis les lettres de démission au Président du CA, accompagnées du texte de la déclaration des élus au CA, du texte de la pétition, et de celui de la déclaration des représentants du personnel au CTPC du 19 novembre, et les 67 signatures supplémentaires recueillies sur la pétition à P. Viné. Et a quitté la salle, laissant les autres membres du CA - représentant les ministères de tutelle ou nommés par eux - adopter à l'unanimité (sauf improbable audace) un budget 2009 en régression et un contrat d'objectifs qui accentuera le déclin de l'Etablissement les années suivantes.

### **Après le Jour J**

A inventer...

<sup>1</sup> 553 signatures remises le 27 novembre, 620 arrivées le 11 décembre

<sup>2</sup> Rappelons un autre acte de résistance adopté le 18 novembre : le non-remplissage des indicateurs d'activités 2008

<sup>3</sup> La démission des RdP au CTPC est en cours ; l'idée de démissionner également d'autres instances est en débat.

<sup>4</sup> Pour ceux que ça intéresse, P. Viné a répondu qu'il n'avait pas encore eu le temps de s'occuper de la rosette...